

APPLICATION/REQUÊTE N° 7640/76

Frank GEERK v/SWITZERLAND

Frank GEERK c/SUISSE

DECISION of 7 March 1978 on the admissibility of the application

DÉCISION du 7 mars 1978 sur la recevabilité de la requête

Article 6, paragraph 2 of the Convention : Accused person ordered to pay legal costs after acquittal.

Article 10 of the Convention : Charging legal costs to a person who has been acquitted after having been criminally charged for having published poems is an interference with the exercise of the freedom of expression. Is this interference, in the case in point, justified by any of the reasons set out in paragraph 2 of Article 10 ? (Application declared admissible).

Article 6, paragraphe 2, de la Convention : Frais de justice laissés à la charge d'un accusé acquitté.

Article 10 de la Convention : Constitue une ingérence dans l'exercice de la liberté d'expression le fait de laisser les frais de justice à la charge d'une personne acquittée après avoir été poursuivie pénalement pour la publication de poèmes.

Cette ingérence est-elle, en l'espèce, justifiée pour l'un des motifs prévus à l'article 10, paragraphe 2 ? (Requête déclarée recevable).

EN FAIT

(English : see p. 107)

Les faits de la cause peuvent se résumer comme suit :

Le requérant est un ressortissant allemand né à Kiel. Il est représenté devant la Commission par Maître Martin Schubarth, du barreau de Bâle.

Le 24 octobre 1974 le requérant a été acquitté par le tribunal de Bâle-ville dans une procédure engagée contre lui pour atteinte répétée à la liberté de croyance et des cultes (article 261 du code pénal suisse), à raison

de la publication de deux poèmes. Néanmoins, le tribunal a délaissé à la charge du requérant l'ensemble des frais de justice fixés à 1 100 Francs suisses. Le tribunal faisait application de l'article 191, paragraphe 3, du code de procédure pénale du canton de Bâle-ville qui dispose que « lorsque l'accusé est acquitté ou qu'il bénéficie d'un non-lieu ou d'une suspension de la procédure, il ne peut être condamné à payer les frais de justice que lorsqu'il a provoqué par son comportement l'ouverture de l'action publique ou considérablement compliqué le déroulement de la procédure »*.

Contre cette décision relative à la liquidation des frais de justice, le requérant se pourvut en appel. Son recours fut rejeté le 29 octobre 1975 par la cour d'appel (Appellationsgericht) de Bâle-ville.

Le requérant forma contre cet arrêt un recours de droit public devant le Tribunal fédéral suisse. Il y faisait notamment valoir que

- a. lorsque l'accusé est acquitté parce que l'élément objectif de l'infraction n'est pas établi, le délaissement à sa charge des frais de justice équivaut à une condamnation arbitraire ;
- b. les décisions litigieuses méconnaissent le principe de la présomption d'innocence garanti par l'article 6, paragraphe 2, de la Convention ;
- c. les décisions litigieuses faisant supporter au requérant 1 100 Francs suisses de frais de justice à raison de ses idées, réduisent considérablement le domaine de la liberté de pensée et d'expression artistique.

Le 5 mai 1976 la chambre de droit public du Tribunal fédéral rejeta ce recours. Dans la motivation de l'arrêt, le Tribunal fédéral développa les considérations suivantes :

- a. Après l'acquittement, les frais de justice ne peuvent être délaissés à l'accusé au motif qu'il subsistait contre lui quelque soupçon.

En l'espèce, les frais n'ont pas été délaissés à la charge de l'appelant pour un tel motif — aucun soupçon ne demeure après l'acquittement — mais parce que son comportement avait donné des motifs sérieux et suffisants pour l'ouverture d'une action pénale (ton provocateur des poèmes, absence de commentaire approprié). Il importait dès lors que l'appelant, et non l'ensemble de la collectivité, en supporte les frais.

- b. Quant à la présomption d'innocence au sens de l'article 6, paragraphe 2, de la Convention, à supposer qu'elle puisse être appliquée

* Article 191, § 3, de code de procédure pénale du canton de Bâle-ville : "Wird der Angeklagte freigesprochen oder wird das Verfahren ein- oder dahingestellt, so kann der Angeklagte nur dann zu Prozesskosten verurteilt werden, wenn er durch sein Verhalten in Anhebung der Strafverfolgung veranlasst oder das Verfahren wesentlich erschwert hat."

à l'appelant déjà acquitté, elle n'a pas été violée. En effet, la décision relative aux frais de justice n'est nullement la conséquence d'un quelconque soupçon sur la culpabilité de l'appelant.

- c. C'est le ton provocant des poèmes qui a fondé l'ouverture de l'action pénale que l'appelant aurait pu éviter, par exemple, en faisant accompagner ses poèmes d'un commentaire expliquant leur signification réelle. Dès lors, l'atteinte apportée à la liberté d'opinion par la décision relative aux frais de justice n'est pas contraire à la Constitution. En effet, l'intérêt public qui commande que la collectivité ne supporte pas les frais d'un procès occasionné par le comportement de l'appelant prend le pas (überwiegt), en l'espèce sur l'intérêt de ce dernier à faire part de ses opinions sans aucune restriction.

II.

Les griefs du requérant peuvent se résumer comme suit :

1. Les décisions litigieuses ont violé l'article 6, paragraphe 2, de la Convention qui doit être interprété comme interdisant de faire supporter à un accusé quelque préjudice que ce soit aussi longtemps qu'il n'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive.

Il reprend à cet égard les arguments développés devant le Tribunal fédéral.

2. La condamnation aux frais de justice à raison de la publication d'opinions que le ministère public avait estimé repréhensibles constitue en outre une atteinte sérieuse à la liberté d'expression garantie par l'article 10 de la Convention.

A cet égard, le requérant fait valoir en particulier que si la collectivité, représentée par le ministère public, a intérêt à faire décider si une infraction a été commise, cette même collectivité doit supporter les frais de procédure lorsque l'absence d'infraction a été constatée par les tribunaux. La liberté d'expression ne peut être, comme en l'espèce, restreinte en dehors des cas d'infraction manifeste à la loi pénale assurant le respect de la liberté de croyance d'autrui.

EN DROIT

1. Le requérant se plaint essentiellement de ce que, en dépit d'un verdict d'acquiescement, les tribunaux aient mis à sa charge les frais occasionnés par l'ouverture contre lui, suite à la publication de poèmes, d'un procès pour outrage aux convictions religieuses.

Il fait valoir que cette condamnation aux frais, prononcée parce que le ton des poèmes et l'absence de tout commentaire d'accompagnement auraient provoqué l'ouverture des poursuites, a constitué une atteinte injustifiée au droit à la liberté d'expression garanti par l'article 10 de la Convention. Il soutient également que cette mesure a méconnu le principe de la présomption d'innocence posé par l'article 6, paragraphe 2.

2. Le paragraphe 1 de l'article 10 garantit le droit à la liberté d'expression qui comprend la liberté de communiquer des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques.

Le paragraphe 2 de cette disposition fait obligation aux Hautes Parties Contractantes de limiter toute ingérence des autorités dans l'exercice de la liberté d'expression à des mesures pouvant être définies comme des « formalités, conditions, restrictions ou sanctions » qui sont « prévues par la loi » et « nécessaires dans une société démocratique » en vue de certains objectifs, que le texte précise, et compte tenu des « devoirs et responsabilités » que comporte l'exercice de la liberté d'expression dans une société de ce type.

Le Gouvernement admet qu'il y a eu en l'espèce une ingérence dans le droit à la liberté d'expression du requérant. Si elle n'a pas privé l'intéressé de la possibilité de faire connaître ses idées, la décision du tribunal de Bâle-ville lui a, en effet, imposé une forme de sanction en rapport avec la manière dont il les avait communiquées.

Il n'est pas contesté, par ailleurs, que le délaissement des frais de justice sous certaines conditions est prévu par la loi, à savoir l'article 191, paragraphe 3, du Code de procédure pénale du canton de Bâle-ville.

Le point soumis à la Commission est dès lors celui de savoir si la restriction de la liberté d'expression intervenue en l'espèce peut se justifier sous l'angle de l'article 10, paragraphe 2 comme étant conforme à l'un des buts visés par ce paragraphe et nécessaire à la réalisation de ce but, compte tenu des circonstances de la cause.

Les dispositions de l'article 27, paragraphe 2, en exigeant que la Commission déclare irrecevable, lorsqu'elle l'estime manifestement mal fondée, toute requête introduite par un particulier, une organisation non gouvernementale ou un groupe de particuliers, n'autorisent pas la Commission, au stade de l'examen de la recevabilité, à rejeter une requête qui ne peut être ainsi qualifiée (voir, par exemple, les décisions relatives à la recevabilité des requêtes N° 5100 à 5102/71 ; 5354/72 ; 5370/72, cinq militaires c/Pays-Bas, Annuaire XV, pp. 509-559, avec d'autres références).

La Commission a soumis à un premier examen les faits et les arguments qui lui ont été présentés par les parties et estimé qu'ils soulèvent, sous l'angle de l'article 10 de la Convention, des problèmes complexes dont

la solution nécessite un examen au fond. Il s'ensuit que la requête ne saurait être rejetée pour défaut manifeste de fondement, au sens de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention.

La Commission n'a constaté l'existence d'aucun autre motif d'irrecevabilité de la requête.

3. La Commission relève, par ailleurs, que le grief du requérant fondé sur l'article 6, paragraphe 2, de la Convention, concerne le même ensemble de faits, en sorte qu'il ne saurait, sans artifice, faire l'objet d'un traitement distinct au stade de la recevabilité.

Par ces motifs, la Commission

DÉCLARE LA REQUÊTE RECEVABLE.

(TRANSLATION)

I.

THE FACTS

The facts of the case may be summarised as follows :

The applicant is a German national born in Kiel. He is represented before the Commission by Mr Martin Schubarth, a barrister practising in Basle.

On 24 October 1974 the applicant was acquitted by the Court of Basle City in proceedings brought against him for repeated attacks on freedom of belief and religion (Section 261 of the Swiss Penal Code) by the publication of two poems. Nonetheless, the court ordered the applicant to pay all the legal costs, assessed at 1,100 Swiss francs. The court was applying Section 191 (3) of the Code of Penal Procedure of the Canton of Basle City, which stipulates that "Where the accused is acquitted or the charge is dismissed or the proceedings stayed, he cannot be ordered to pay the legal costs unless he provoked the prosecution against him by his own behaviour or substantially complicated the proceedings".

The applicant appealed against this decision concerning the payment of legal costs. His appeal was dismissed on 29 October 1975 by the Appeal Court (Appelationsgericht) of Basle-City.

* Section 193 (3) of the Code of Penal Procedure of the Canton of Basle-City : "Wird der Angeklagte freigesprochen oder wird das Verfahren ein- oder dahingestellt, so kann der Angeklagte nur dann zu Prozesskosten verurteilt werden, wenn er durch sein Verhalten in Anhebung der Strafverfolgung veranlasst oder das Verfahren wesentlich erschwert hat."

The applicant lodged a public law appeal against this judgment with the Swiss Federal Court. In particular, he argued that :

- a. where the accused is acquitted because the objective basis of the offence has not been established, ordering him to pay the legal costs is equivalent to an arbitrary conviction ;
- b. the decisions at issue disregarded the principle of presumption of innocence secured by Article 6 (2) of the Convention ;
- c. the decisions at issue, by requiring the applicant to pay 1,100 Swiss francs in legal costs by reason of his ideas, considerably restrict the sphere of freedom of thought and artistic expression.

On 5 May 1976, that appeal was rejected by the public law chamber of the Federal Court. In its reason for the judgment, the Federal Court developed the following arguments :

a. Following acquittal, the legal costs cannot be charged to the accused on the ground that a residual suspicion still attaches to him.

In the case in point, the costs were not charged to the appellant on any such ground – no suspicion remains following acquittal – but because his behaviour had provided serious and sufficient grounds for the institution of criminal proceedings (provocative tone of the poems, absence of suitable commentary): It was therefore important that the appellant, and not the community as a whole, should bear the costs.

b. As for the presumption of innocence in the sense of Article 6 (2) of the Convention, assuming that Article could be applied to the appellant once he had been acquitted, it was not violated. The decision concerning the legal costs is in no way the consequence of any suspicion regarding the appellant's guilt.

c. It was the provocative tone of the poems which gave rise to the institution of criminal proceedings, which the appellant could have avoided, for example, by publishing his poems together with a commentary explaining their real meaning. Consequently, the infringement of freedom of opinion constituted by the decision regarding the legal costs is not a variance with the Constitution. Public interest, which dictates that the community shall not be made to bear the cost of proceedings occasioned by the applicant's behaviour, takes precedence (überwiegt) in this particular case over the latter's interest in expressing his opinions without restriction.

II.

The applicant's **complaints** may be summarised as follows :

1. The decisions at issue violated Article 5 (2) of the Convention, which

must be interpreted as forbidding any action prejudicial to an accused person's interests as long as that person has not been convicted.

In this connection, he relates the arguments presented to the Federal Court.

2. The order to pay the legal costs, by reason of the publication of opinions which the public prosecutor's office deemed reprehensible, further constitutes a serious infringement of the freedom of expression secured by Article 10 of the Convention.

In this connection, the applicant submits in particular that if the community, represented by the public prosecutor's office, is interested in establishing whether an offence has been committed, that same community must bear the costs of the procedure when the courts find that no offence has been committed. Freedom of expression cannot, as in the case in point, be restricted except in cases of manifest breaches of the criminal law which ensures respect for the freedom of belief of other persons.

.....

THE LAW

1. The burden of the applicant's complaint is that, in spite of his acquittal, the courts ordered him to pay the costs arising from the institution, following the publication of poems, of proceedings against him for attacks on religious belief.

He submits that this order as the costs, ostensibly made because the tone of the poems and the absence of any accompanying commentary had caused the prosecution to be brought, constituted an unjustified infringement of the right to freedom of expression secured by Article 10 of the Convention. He also maintains that this measure disregarded the principle of presumption of innocence laid down in Article 6 (2).

2. Paragraph 1 of Article 10 secures the right to freedom of expression, which comprises freedom to communicate ideas without the possibility of interference by the public authorities.

Paragraph 2 of this provision places an obligation on the High Contracting Parties to restrict any interference by the authorities with the exercise of freedom of expression to measures which can be defined as "formalities, conditions, restrictions or penalties" which are "prescribed by law" and "are necessary in a democratic society" for certain purposes specified in the text, regard being had to the "duties and responsibilities" entailed by the exercise of freedom of expression in a society of this kind.

The Government admits that in the case in point there was interference with the applicant's right to freedom of expression. While it did not deprive

the applicant of the possibility of making his ideas known, the decision of the Court of Basle-City did in fact subject him to a form of sanction related to the manner in which he communicated them.

Further, it is not contested that the order for legal costs to be paid under certain conditions is provided for in the law, Section 191 (3) of the Code of Penal Procedure of the Canton of Basle-City.

The point to be decided by the Commission, therefore, is whether the restriction on freedom of expression which occurred in this case can be justified from the standpoint of Article 10 (2), as being in keeping with one of the objectives referred to in that paragraph and necessary for the attainment of that objective bearing the circumstances of the case in mind.

The provisions of Article 27 (2), requiring that the Commission shall consider inadmissible, if it deems it manifestly ill-founded, any petition submitted by an individual, a non-governmental organisation or a group of individuals, do not authorise the Commission, at the admissibility stage, to reject an application which cannot be so judged (see, for example, the decisions on the admissibility of applications No. 5100 to 5102/71 ; 5370/72 ; 5370/72, five soldiers v. the Netherlands, Yearbook XV, pages 509-559, and other references).

The Commission has carried out an initial examination of the facts and arguments as submitted to it by the parties, and considers that they raise complex problems from the standpoint of Article 10 of the Convention, whose solution requires an examination of the merits. It follows that the application cannot be rejected as being manifestly ill-founded within the meaning of Article 27 (2) of the Convention.

The Commission has not found any other grounds for the inadmissibility of the application.

3 Furthermore, the Commission notes that the applicant's complaint based on Article 6 (2) of the Convention is concerned with the same set of facts, so that it cannot properly be dealt with separately at the admissibility stage.

For these reasons, the Commission

DECLARES THIS APPLICATION ADMISSIBLE.